



DES EMPLOIS, TOUJOURS PLUS D'EMPLOIS!

Prakash Loungani

L'éducation, l'immigration et la redistribution sont les éléments clés d'une solution à long terme au problème du chômage mondial

IL Y A actuellement plus de 200 millions de chômeurs dans le monde.

Diminuer le chômage, en particulier celui des jeunes, est un problème urgent, comme l'expliquent deux articles de ce numéro de *F&D* : «Sept années de vaches maigres», dont je suis l'auteur, et «Le chômage en Europe» d'Angana Banerji. Mais la problématique ne se limite pas qu'au court terme. On estime que les pays avancés et les pays émergents devront créer 600 millions d'emplois au cours des dix prochaines années pour les chômeurs actuels et les personnes qui devraient entrer dans la population active mondiale.

La crainte qu'il n'y ait pas assez d'emplois ne date pas d'hier. Dans un article paru en 1879, le magazine américain *The Atlantic* prévoyait que la main-d'œuvre étrangère au rabais menacerait les États-Unis :

... les marchés seront bientôt inondés par tout ce que les machines et la main-d'œuvre à faible coût peuvent produire. Les millions de Chinois et d'Indiens nous l'offriront, comme une coupe bien pleine, et nous forceront à la boire jusqu'à la lie si nous ne réagissons pas avec sagesse.

On voit que, même si les termes externalisation et délocalisation sont nouveaux, la peur qu'ils suscitent — la peur de



la concurrence — est ancienne. Malgré la menace créée par le travail à bon marché dans les années 1870, menace qui perdure, le revenu moyen aux États-Unis s'est élevé régulièrement pour atteindre quelque 50.000 dollars par an aujourd'hui, soit bien plus que celui des Chinois ou des Indiens.

De même que cette inquiétude, celle que la technologie tue l'emploi ne date pas d'hier. Les titres des journaux proclament que d'ici dix ans «un emploi sur trois sera remplacé par des logiciels ou des robots». L'article de Jim Bessen intitulé «Travail et technologie» y répond directement et conclut que, «malgré la crainte d'une extension du chômage technologique, les don-

nées montrent que loin d'être entièrement «remplacés» par la technologie les travailleurs sont actuellement «déplacés» vers d'autres emplois». On demande aujourd'hui des qualifications humaines complétant les nouvelles technologies, qui ne peuvent être facilement programmées dans des robots.

Depuis une vingtaine d'années, les avantages de la mondialisation du marché du travail et du changement technologique n'ont pas été répartis également au sein des pays avancés. On y observe un recul frappant des emplois à qualification et à revenu moyens, en particulier dans l'industrie. Ces tendances et l'aggravation consécutive des inégalités font l'objet de l'article d'Ekkehard Ernst («L'amenuisement de la classe moyenne», dans ce numéro de *F&D*). Il se demande comment elles évolueront dans les pays avancés et les pays émergents, avant de conclure qu'il y aura «de meilleures conditions de travail et des salaires supérieurs, mais sans doute seulement pour ceux dotés des compétences appropriées».

Trois solutions sont habituellement préconisées pour donner du travail à tous : éducation, immigration et redistribution. Aucune n'est aisée ou complète et les deux dernières manquent en général de soutien politique.

L'éducation permettrait à une plus grande partie de la population de profiter des avantages de la technologie. «Travail et technologie» donne des exemples concrets de mesures que les entreprises, les associations professionnelles et les gouvernements peuvent prendre pour encourager l'acquisition des nouvelles qualifications nécessaires à «la participation au meilleur des mondes» de l'économie numérique. Toutefois, cela ne peut se faire du jour au lendemain et, d'ici là, il faudra aider les personnes «déplacées» par les échanges et les technologies à faire face.

En principe, l'immigration pourrait être une bonne solution au problème de la création mondiale d'emplois. Des Chinois et des Indiens très qualifiés atténueraient les pénuries observées aux États-Unis. Des infirmières venues d'autres pays asiatiques prendraient soin de la population vieillissante du Japon. Comme le rappelle Çağlar Özden dans «Un long chemin vers l'emploi», dans ce numéro de *F&D*, les flux migratoires restent faibles relativement à ce qui serait désirable du point de vue économique. Mais, malgré les bienfaits — exposés avec précision dans l'article — qu'apportent les émigrés aux pays hôtes, l'immigration suscite une opposition forte et croissante.

Pour aider ceux qui risquent de pâtir de l'immigration — ou de ne pas y gagner beaucoup — ainsi que les personnes «déplacées» par les échanges et la technologie, il faut une réponse de politique publique résolue qui passe par exemple par une redistribution des avantages. Pour les travailleurs déplacés proches de la retraite, ce peut être une solution plus praticable que l'acquisition de nouvelles qualifications. Mais, en dépit des inquiétudes liées à l'augmentation des inégalités, la redistribution ne semble pas être un thème politique porteur.

Le marché du travail est donc loin d'être vraiment mondialisé. Si les mouvements de capitaux sont libres, de nombreux obstacles entravent la mobilité de la main-d'œuvre. ■

Prakash Loungani, Conseiller au Département des études du FMI, est responsable du projet du FMI «Emplois et croissance».